

Remise à plat de la fiscalité : "C'est irresponsable", selon Jean-François Copé

Le président de l'UMP fustige cette "réforme technique" qui, selon lui, ne permettra pas de baisser les impôts.

La remise à plat de la fiscalité pour 2015 décidée par Jean-Marc Ayrault ne convient pas à l'opposition. "La priorité, ce n'est pas de savoir si on remélange encore les impôts dans un sens ou dans un autre, c'est comment on les baisse. Il faut rendre de l'argent aux gens", a estimé Jean-François Copé. Selon lui, "voir aujourd'hui M. Ayrault dire aux Français: on ne bouge pas, on va juste faire une réforme technique, voir comment on réorganise les impôts, c'est irresponsable". Le président de l'UMP pense, en effet, qu'une "autre solution est possible" : "On baisse massivement les impôts et les charges en baissant massivement les dépenses publiques inutiles, c'est la seule solution".

Remettre à plat la fiscalité après avoir mis à plat notre pays veut dire en clair hausse des impôts pour la plupart des français [#lesEchos](#)

— Eric Woerth (@WoerthEric) [19 Novembre 2013](#)

Un sentiment partagé par l'ensemble de l'UMP, mais également par le Front national. Selon Marine Le Pen, "Jean-Marc Ayrault n'a rien compris à l'absurdité de sa politique fiscale". La présidente du FN propose, elle, d'"annuler immédiatement l'écotaxe, et non simplement en reporter l'entrée en vigueur, et annuler les augmentations massives de TVA prévues en janvier prochain". La troisième de la dernière présidentielle souhaite également organiser une "chasse aux gaspillages", citant notamment "l'immigration massive, les fraudes sociale et fiscale, la décentralisation anarchique et la contribution très déficitaire au budget européen".

Pierre Gattaz, le président du Medef, apprécie l'idée de cette remise à plat fiscale mais se méfie : "On ira la première fois mais on ne restera pas si c'est juste pour faire un jeu de bonneteau sur la fiscalité intérieure des entreprises". Pour lui, une question semble essentielle : "Est-on bien dans la baisse des dépenses publiques permettant une baisse des prélèvements obligatoires des entreprises, qui permettra de donner de l'air à l'activité ?"